

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

---

### **Accord-cadre**

### **Assistance à maîtrise d'ouvrage en développement durable sur l'ensemble du périmètre d'Euroméditerranée**

#### **Caractéristiques principales du marché**



Marché conclu à prix mixte



Exécution par ordre de service, bons de commande et marchés subséquents



Délai d'exécution indiqué dans les bons de commande et marchés subséquents



Révision des prix mensuelle (au service fait)

## Sommaire

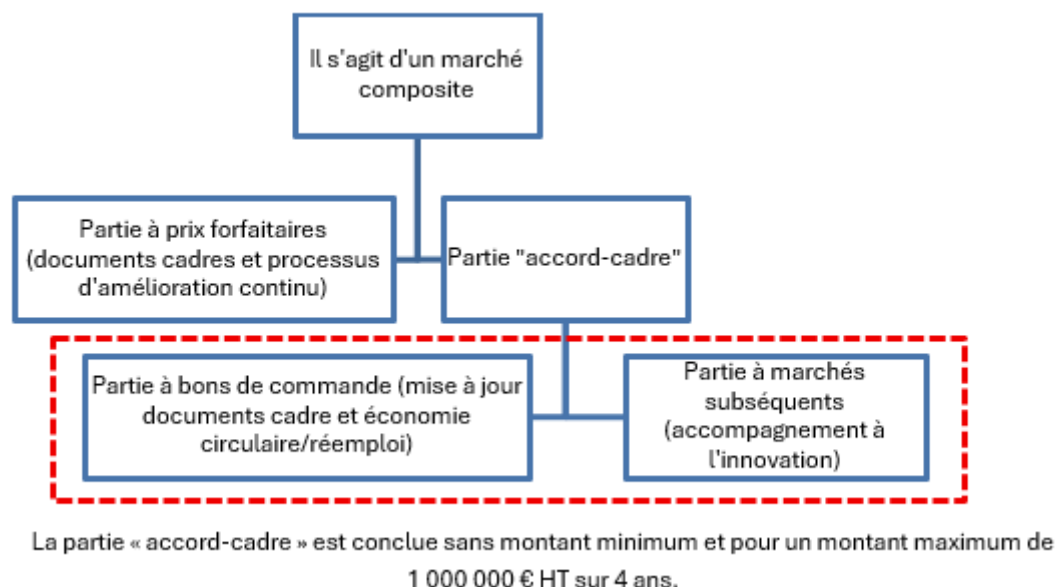
---

<b>Article 1 – Dispositions générales .....</b>	<b>3</b>
1.1 Forme du marché public .....	3
1.2 Durée de l'accord-cadre .....	3
1.3 Sous-traitance .....	3
1.4 Confidentialité .....	3
1.5 Protection de la main d'œuvre et conditions de travail .....	3
<b>Article 2 – Pièces contractuelles de l'accord-cadre .....</b>	<b>4</b>
2.1 Pièces particulières .....	4
2.2 Pièces générales .....	4
<b>Article 3 – Dispositions financières .....</b>	<b>4</b>
3.1 Prix .....	4
3.2 Variation des prix .....	5
3.3 Avance .....	6
3.4 Paiement .....	6
<b>Article 4 – Exécution et périmètre des prestations .....</b>	<b>7</b>
4.1 Equipe dédiée et modification .....	7
4.2 Présentation et délai d'approbation des livrables .....	7
4.3 Délais d'exécution et pénalités .....	8
<b>Article 5 – Assurances .....</b>	<b>9</b>
<b>Article 6 – Règlement des différends .....</b>	<b>9</b>
<b>Article 7 – Dérogations au CCAG PI .....</b>	<b>9</b>

## Article 1 – Dispositions générales

---

### 1.1 Forme du marché public



### 1.2 Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu pour une durée de 4 ans à compter de sa date de notification.

### 1.3 Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines prestations, sous réserve de l'acceptation du (ou des) sous-traitant(s) par le pouvoir adjudicateur et de l'agrément de ses conditions de paiement. Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du CCAG-PI.

### 1.4 Confidentialité

Il est fait application des stipulations de l'article 5.1 du CCAG-PI en matière d'obligations de confidentialité du titulaire et du pouvoir adjudicateur.

### 1.5 Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Conformément à l'article 6 du CCAG PI, le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre et des conditions de travail de ses salariés.

## Article 2 – Pièces contractuelles de l'accord-cadre

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

### 2.1 Pièces particulières

- L'Acte d'engagement ;
- Le présent Cahier des clauses administratives particulières ;
- Le Bordereau des prix unitaires ;
- Le Cahier des clauses techniques particulières ;
- Le Mémoire technique.

### 2.2 Pièces générales

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) tel qu'approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

Le CCAG-PI, bien que non joint au présent marché, est réputé connu des parties.

Les dérogations au CCAG-PI sont récapitulées à l'article 8 du présent CCAP.

En cas de contradiction, ou de différence, entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

## Article 3 – Dispositions financières

### 3.1 Prix

Le présent marché est conclu à prix mixte.

Le titulaire et la DSDI maintiennent un lien constant pour la bonne coordination des différentes missions. A cette fin, des points d'échanges sont organisés régulièrement, la plupart du temps en distanciel afin d'optimiser le temps à y consacrer. Ces temps d'échanges sont inclus dans le prix des différentes missions prévues au marché.

Sauf accord explicite, l'ensemble des ateliers mentionné dans le CCTP sont organisés en présentiel.

<b>Partie forfaitaire</b>	Les prestations d'établissement des documents cadres et d'amélioration continue sont rémunérées par application d'un prix forfaitaire. Le détail est indiqué dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).	
<b>Partie accord-cadre</b>	<b>A bons de commande</b>	<b>A marchés subséquents</b>
	Les prestations de mises à jour des documents cadres ainsi que les missions d'économie circulaire/réemploi seront commandées par bons de commande. Le prix de chaque commande sera déterminé en affectant aux	L'accord-cadre donnera lieu à la passation de marchés subséquents pour les missions non référencées dans le BPU et nécessitant une définition préalable.  Lors de la survenance du besoin, le pouvoir adjudicateur adressera au titulaire le projet de pièces constitutive du marché subséquent, notamment :

	quantités commandées, les prix unitaires mentionnés dans le bordereau des prix unitaires.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Un cahier des charges simplifié valant acte d'engagement,</li> <li>• Une décomposition du prix global et forfaitaire.</li> </ul> <p>Des documents complémentaires, tels qu'une note de cadrage, documents modèles à suivre ou des plans projets, pourront également y être annexés.</p> <p>Le titulaire devra établir une proposition tarifaire détaillant les hommes/jours estimés ainsi que les tarifs journaliers appliqués. Les prix proposés devront impérativement respecter les prix plafonds définis dans le bordereau des prix de l'accord-cadre. Toutefois, le titulaire pourra proposer des prix inférieurs à ces plafonds.</p> <p>Le marché subséquent sera ainsi conclu à prix global et forfaitaire.</p>
--	---	---

### 3.2 Variation des prix

Les prix sont révisables selon les modalités fixées ci-après.

La formule applicable est la suivante :

$$P_n = P_o \times (A_n/A_o)$$

dans laquelle:

- $P_o$  = prix initiaux du marché, établis aux conditions économiques du mois  $M_0$  correspondant à la date limite de remise des offres ;
- $P_n$  = prix révisé ;
- $A$  = Index divers de la construction - ING - Ingénierie - Base 2010, Identifiant INSEE 001711010A0 = valeur de l'indice  $A$  lue au mois  $M_0$  correspondant à la date limite de remise des offres ;
- $A_n$  = valeur de l'indice au mois «  $n$  » de réalisation des prestations (valeur définitive la plus récente à la date de révision).

Le coefficient de révision ainsi calculé est arrondi au millième supérieur, et les prix du bordereau des prix unitaires au centime d'euro supérieur.

Dans le cas de disparition d'indice, un nouvel indice de substitution préconisé par l'organisme qui l'établit sera de plein droit applicable.

Dans le cas où aucun indice de substitution ne serait préconisé, les parties conviennent que la substitution d'indice sera effectuée par avenant. Il s'agit d'une clause de réexamen conclue conformément à l'article R. 2194-1 du code de la commande publique.

### 3.3 Avance

Le titulaire a droit à une avance de 5% du montant forfaitaire du marché. Cette avance est également versée pour les bons de commande et les marchés subséquents supérieurs à 50 000 euros HT et dont le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Le taux de l'avance est porté à 20% lorsque le titulaire est une PME.

Le remboursement de l'avance s'effectue dans les conditions prévues aux articles R2191-11 et 12 du code de la commande publique.

Le sous-traitant peut bénéficier d'une avance dans les conditions prévues aux articles R. 2193-17, R. 2193-18 et R. 2193-19 du code de la commande publique.

### 3.4 Paiement

#### *3.4.1 Contenu des demandes de paiement et présentation*

Il sera fait application des dispositions de l'article 11.3 à 11.6 du CCAG PI complétées par les précisions ci-après.

Les demandes de paiement (facture) sont transmises de manière dématérialisée au pouvoir adjudicateur sur le portail Chorus Pro.

Elles doivent comprendre les mentions obligatoires ainsi que celles détaillées ci-dessous et être accompagnées des pièces justificatives idoines.

Contenu des demandes de paiement	
1	Intitulé et numéro de l'accord-cadre
2	Numéro d'engagement juridique (marché, bon de commande ou marché subséquent)
3	Désignation des prestations exécutées
4	Montant des prestations exécutées en € HT, hors TVA et hors révision de prix Celui-ci doit être détaillé par co-traitant. En cas de sous-traitance, la nature et le montant des prestations sous-traitées doivent être indiqués. En cas de décomposition en tranches, ce détail doit être fourni pour chaque tranche.
5	Montant cumulé des précédents acomptes le cas échéant
7	Taux de TVA applicable
8	Dates d'achèvement des prestations

L'EPAEM dispose d'un pouvoir discrétionnaire quant au choix d'opérer des rectifications ou non sur la demande de paiement. Ainsi, toute demande de paiement ne comprenant pas une ou plusieurs de ces mentions pourra être rejetée.

#### *3.4.2 Délai de paiement*

Conformément à l'article R. 2192-11 2° du code de la commande publique, le paiement intervient par virement administratif dans le délai global de 30 jours. Le délai court à compter de la réception de la facture sur la plateforme Chorus Pro.

Si la réception de la facture est antérieure à l'acceptation des prestations, le point de départ du délai de paiement correspond à la date d'admission de l'exécution des prestations.

Le défaut de paiement dans le délai prévu donne droit au versement d'intérêts moratoires au titulaire et au sous-traitant dans les conditions des articles R2192-31 et 32 du code de la commande publique.

### **3.4.3 Acomptes**

Conformément aux articles R. 2191-20 à 22 du Code de la Commande Publique, les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution du marché public ouvrent droit à acompte.

Les acomptes font l'objet d'une demande de paiement. Ils sont versés, selon une périodicité trimestrielle, au fur et à mesure de l'avancement de l'exécution des prestations. Pour les entreprises mentionnées à l'article R. 2191-22 du Code de la Commande Publique, les acomptes pourront être mensuellement versés sur demande du titulaire, sans qu'une périodicité supérieure à un mois ne puisse leur être opposée.

## **Article 4 – Exécution et périmètre des prestations**

---

### **4.1 Equipe dédiée et modification**

Le titulaire s'engage à affecter, pendant toute l'exécution du marché, l'équipe dédiée telle que présentée dans son mémoire technique et dont les curriculum vitae auront été joints.

Ainsi, les prestations doivent être exécutées par les personnes nommément désignées.

Si une des personnes n'est plus en mesure d'accomplir les prestations, le titulaire doit :

- En aviser par écrit (mail), sans délai, l'EPAEM et prendre toutes dispositions nécessaires, afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;
- Proposer au pouvoir adjudicateur un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes en fournissant le CV de ce dernier, dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de la date d'envoi de l'avis mentionné à l'alinéa précédent.

Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par l'EPAEM, si celui-ci ne le refuse pas dans le délai 7 jours ouvrés à compter de la réception de la proposition de remplaçant par le titulaire. Toutefois, l'EPAEM se réserve la possibilité de refuser le remplaçant proposé, avec justifications. Dans ce cas, le titulaire dispose d'un délai de 7 jours ouvrés à compter du rejet formalisé par écrit pour proposer un autre profil.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par l'EPAEM, le titulaire encourt l'application d'une pénalité telle que prévue à l'article 6 du présent CCAP.

### **4.2 Présentation et délai d'approbation des livrables**

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG-PI, Euroméditerranée dispose d'un délai de 3 mois pour procéder aux vérifications des livrables et notifier sa décision.

A l'issue d'un délai de 3 mois à compter de la date de réception du livrable, le cas échéant, modifié suite à des demandes de corrections de l'EPAEM, le silence gardé par le pouvoir adjudicateur vaut décision implicite d'admission.

Les documents d'études sont remis par le titulaire au pouvoir adjudicateur pour vérification et réception.

Le type et le contenu des livrables pour chaque prestation sont indiqués dans le CCTP.

Etant précisé que le pouvoir adjudicateur se réserve tout droit de reproduction des documents établis dans le cadre de l'accord-cadre.

## **4.3 Délais d'exécution et pénalités**

### *4.3.1 Conditions générales*

Les délais d'exécution s'entendent en jours calendaires.

Lorsque le délai imparti au titulaire expire un samedi, un dimanche ou un jour férié, son échéance est reportée au premier jour ouvrable suivant. En cas de dépassement de ce délai, la période d'application des pénalités correspondantes commence le jour suivant l'expiration dudit délai et s'achève le jour de la date réelle de fin d'exécution de la prestation.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG PI, les pénalités sont appliquées au titulaire sur simple constat sauf si, dans le délai contractuel, le titulaire informe le pouvoir adjudicateur d'un retard exogène à sa volonté qui ne lui permet pas de réaliser ses prestations dans les délais. Dans ce cas, le pouvoir adjudicateur décidera s'il lui notifie une décision de prolongation de délai l'exonérant de pénalités, en application de l'article 15.3 du CCAG.

Par dérogation à l'article 13.3 du CCAG PI, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité sauf décision expresse du pouvoir adjudicateur ou de son représentant.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG P, le montant total des pénalités n'est pas plafonné.

### *4.3.2 Exécution aux frais et risques*

Si le titulaire n'a pas transmis au pouvoir adjudicateur les différents livrables dus au titre de son marché, à l'issue d'un délai complémentaire notifié par le maître d'ouvrage, ce dernier le met en demeure de le faire dans un délai qu'il fixe.

A l'expiration de ce nouveau délai, le maître de l'ouvrage peut faire exécuter les prestations aux frais et risques du titulaire défaillant.

Conformément à l'article 11.3.7 du CCAG PI, le surcoût supporté par le pouvoir adjudicateur est déduit des sommes dues au titulaire au titre des prestations admises. Ce surcoût correspond à la différence entre le prix que le pouvoir adjudicateur aurait dû régler au titulaire pour la réalisation des prestations et le prix effectivement payé pour l'exécution de celles-ci à la place du titulaire défaillant.

La réception par le pouvoir adjudicateur des documents vérifiés, soit par le titulaire, soit aux frais de celui-ci par un tiers, met fin à l'application des pénalités au titulaire.

### *4.3.3 Pénalités pour retard*

En cas de non-respect des délais précisés dans le bon de commande ou lors de la contractualisation des marchés subséquents sur le bon d'engagement valant marché subséquent, le titulaire encourt l'application d'une pénalité de 100 € par jour calendaire de retard.

En cas de non-respect du délai plafond de remise des devis pour le chiffrage des marchés subséquents (article 5.1 du CCAP), le titulaire encourt l'application d'une pénalité de 50 € par jour calendaire de retard.



#### 4.3.4 Autres pénalités

En outre, le titulaire encourt l'application de pénalités en cas de manquement à ses obligations contractuelles comme suit :

Manquement	Pénalité forfaitaire
Erreurs substantielles et/ou répétées dans la facturation présentée	50 €
Absence à une réunion programmée	300 €
Changement dans le personnel dédié sans information préalable de l'EPAEM dans les conditions exposées au présent CCAP	300 €
Tout manquement à une obligation contractuelle figurant au CCAP et/ou CCTP	100 €

### Article 5 – Assurances

---

En application de l'article 9 du CCAG-PI, l'entreprise titulaire du présent marché public devra avoir contracté, auprès d'une compagnie d'assurances, toutes les assurances rendues nécessaires dans le cadre de l'exécution des prestations objet du présent marché public.

### Article 6 – Règlement des différends

---

En cas de différend éventuel, le pouvoir adjudicateur et le titulaire échangeront en vue d'un règlement à l'amiable. Toutefois, en cas d'échec, le contentieux devra être porté devant le Tribunal Administratif de Marseille.

Conformément aux dispositions de l'article 43 du CCAG PI, la production d'un mémoire en réclamation en bonne et due forme constitue un préalable obligatoire à la saisine du juge.

### Article 7 – Dérogations au CCAG PI

---

Objet	Article du CCAP	Article du CCAG PI auquel il est fait dérogation
Délai d'approbation des livrables	4.2	28.2
Pénalités	4.3	14